

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 22/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE VILA SAS

Le Val d'Ambla
Chemin du Castellat
13127 Vitrolles

Références :D-2025-0397

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance): 0006400039

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement CARRIERE VILA SAS implanté Le Val d'Ambla Chemin du Castellat 13127 Vitrolles. L'inspection a été annoncée le 13/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE VILA SAS
- Le Val d'Ambla Chemin du Castellat 13127 Vitrolles
- Code AIOT : 0006400039
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de calcaire marbrier rose et de sable rose, avec une extraction par explosif.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Limitation d'envol des poussières	AP Complémentaire du 04/06/2019, article 3.2.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation d'exploiter	Arrêté Préfectoral du 04/06/2019, article 1.4.1.2	Sans objet
2	Cessation d'activité - Renouvellement - Extension	Arrêté Préfectoral du 04/06/2019, article 1.6.6	Sans objet
3	Zone Dangereuses	Arrêté Préfectoral du 04/06/2019, article 7.3.1.2	Sans objet
4	Étiquetage des substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 04/06/2019, article 7.4.2	Sans objet
5	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 04/06/2019, article 7.6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite d'inspection de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), il ressort que sur les six points de contrôle examinés, une seule non-conformité mineure a été relevée. Celle-ci concerne la maîtrise de l'envol des poussières, ainsi que le suivi documentaire relatif aux opérations d'abattage des poussières par aspersion. L'exploitant, ayant pris acte de cette observation, s'est engagé à mettre en œuvre rapidement les actions correctives nécessaires.

Hormis cette non-conformité ponctuelle, les points contrôlés lors de la visite de la carrière présentent une gestion conforme aux prescriptions réglementaires en vigueur. L'exploitant démontre une bonne maîtrise de son installation et un respect global de ses obligations réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2019, article 1.4.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Autorisation
Prescription contrôlée : <p>La présente autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 8 ans à compter du 27 décembre 2018, soit jusqu'au 27 décembre 2026. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.</p> <p>Elle porte sur l'extraction maximale annuelle de 6 800 m³ (15 000 tonnes ; d=2,2) soit une extraction totale de 54 500 m³ (soit 120 000 tonnes) des calcaires marbriers dits « Rouge étrusque de Vitrolles ».</p> <ul style="list-style-type: none">• Puissance moyenne exploitée 8 m ;• Hauteur de banc exploitable 4 m ;• Cote NGF limite en profondeur du carreau final est de 190 m ; <p>L'extraction des matériaux est arrêtée au moins 6 mois avant l'échéance de la présente autorisation, afin de permettre l'achèvement de la remise en état.</p> <p>L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.</p> <p>(Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des éventuelles prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive.)</p>
Constats : <p>-Le rapport annuel d'exploitation consulté sur place par l'inspection, fait apparaître un volume d'extraction de 6 450 m³ (par relevé topographique en date du 10/01/2025) conforme au volume maximal autorisé de 6 800 m³. D'après les registres de l'exploitant, 8 755 tonnes sont sortis du site en 2024 (une partie du stock d'extraction est resté sur la carrière)</p> <p>-Il est constaté une hauteur de front d'environ 12 mètres sur la partie Ouest du site, avec un piège à cailloux. Ce point est non conforme à l'arrêté préfectoral autorisant 4 mètres de hauteur de banc exploitable au maximum. Cette hauteur initiale est en partie liée au type de matériaux extrait historiquement (bloc de marbre). Cependant l'exploitant indique qu'il s'agit maintenant d'une exploitation de roche massive pour du gravier décoratif, dont la hauteur maximale pour ce type d'extraction est en général de 15 mètres (cf : Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières).</p> <p>Cette modification n'est pas jugée comme substantielle par l'exploitant et a fait l'objet d'un porter à connaissance au préfet en date du 15/09/2023. L'inspection a demandé en complément, une étude de stabilité géotechnique pour s'assurer de l'absence de risque et de la faisabilité technique.</p> <p>Cette étude géotechnique réalisée par SoluSol et transmise en date du 30/05/2024, mentionne l'absence de risque en présence de front de 15m de hauteur mais suggère quelques principes de précaution tels que pièges à cailloux en pied de talus et merlons en haut de talus avec déport de 5 m a minima. L'exploitant respecte ce principe, néanmoins il se doit de surveiller et signaler toute modification visuel à son géotechnicien.</p>

<p>La modification de ces conditions d'exploitation (hauteur de front porté à 15m) sera intégrée dans le dossier de demande d'autorisation environnementale à venir pour le renouvellement de la carrière.</p> <p>-L'inspection constate sur le plan topo du 10 janvier 2025 réalisé par TOPOCUB, une côte altimétrique minimale conforme de 190,7 m (pour 190,00 m autorisé).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Cessation d'activité - Renouvellement -Extension

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2019, article 1.6.6</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Fin d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci et comme indiqué à l'article 1.4.1.2 du présent arrêté, l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.</p> <p>La remise en état du site doit être achevée six mois avant l'échéance de la présente autorisation.</p> <p>Article 1.6.6.1. Mise à l'arrêt définitif de l'exploitation d'installation classée soumise à autorisation</p> <p>Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.</p> <p>La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ; • des interdictions ou limitations d'accès au site ; • la suppression des risques d' et d'explosion ; • la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au dernier alinéa du présent article.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, et pour l'application des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-5, l'état dans lequel doit être remis le site est détaillé au paragraphe 2.4 du présent arrêté et l'usage à prendre en compte est un retour à l'état naturel avec restitution des terrains à la cote initiale.</p> <p>Article 1.6.6.3. Prolongation/renouvellement de l'autorisation</p> <p>En cas de demande de prolongation ou de renouvellement, le dossier complet et recevable doit être déposé en préfecture deux ans au minimum avant l'échéance fixée par la présente l'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection par courriel du 06/03/2025 de la réalisation en cours, d'un dossier de demande d'autorisation environnementale.</p> <p>Il est rappelé à titre informatif à l'exploitant, que son autorisation d'extraction de matériaux cesse au 27 juin 2026 et son autorisation au 27 décembre 2026.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant devra transmettre son dossier de demande d'autorisation environnementale pour poursuivre son activité avant l'échéance de son autorisation actuelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Zone Dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2019, article 7.3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage de zone dangereuse
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent [ex. : merlon de hauteur suffisante (min. 1 mètre) ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation, clôture de 1,5 m minimum,...]. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Une clôture est présente en pourtour sur les endroits sensibles et dangereux. Des blocs rocheux et des merlons sont présents en bord de piste ou de vide et des pancartes rappellent le danger.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2019, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de Pollution
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux. À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
Constats : L'inspection des installations classées, après avoir fait le tour de l'intégralité du site, des containers et lieu de stockage, constate: -la présence de deux cuves de GNR situées dans le container maritime en fond de carreaux et qui sont à double peau d'après l'exploitant. -que l'ensemble des produits (huiles moteur, transmission, hydraulique, lave-glace, liquide de

refroidissement, etc) sont situés sur des rétentions mobiles hormis deux récipients (fûts) d'ADBLUE qui d'après le prestataire de prévention et de sécurité de l'exploitant, ne représentent aucun danger pour l'environnement.

L'inspection demande la transmission de la fiche de données de sécurité du produit ADBLUE et la fiche technique des cuves GNR double peau.

Ultérieurement à la visite d'inspection, en date du 01/07/2025, l'exploitant a transmis l'ensemble de ces éléments. Il en ressort que:

- les cuves sont bien à double paroi intégrale
- l'adblue n'est pas classé comme dangereux conformément au Règlement (CE) No. 1272/2008. Toutefois il ressort des précautions du fabricant que le produit:
 - ne doit pas contaminer les eaux souterraines. Empêcher l'entrée dans les cours d'eau, les égouts, les sous-sols ou les zones confinées. Prévenir les autorités locales si des fuites significatives ne peuvent pas être contenues.
 - doit être stocké dans un bac de rétention.

L'exploitant a en parallèle de sa transmission et sans attendre notre position, tenu à disposer les fûts d'adblue sur rétention. Il en a apporté la preuve dans son courriel du 01/07/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2019, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer annuellement la vérification et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extincteurs par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

L'inspection a pu constater que la vérification annuelle des moyens d'extinctions a été effectuée le 17/06/2025 et a pu vérifier le rapport de vérification des extincteurs. Ultérieurement à la visite d'inspection en date du 01/07/2025, l'exploitant a transmis ce même rapport signé par le prestataire SAS PHOENIX VGP suite à la remarque de l'inspection sur l'absence de signature dudit rapport.

La vérification des installations électriques a bien été effectuée le 19/12/2024 suivant rapport de Phoenix contrôle ingénierie. Rapport signé n° IE2021-Carriere Vila - pas d'observation du technicien.

L'exploitant indique également que les collaborateurs sont formés à la lutte et attaque contre l'incendie formation équipier premiers secours

N° 6 : Limitation d'envol des poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/06/2019, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'air - Santé

Prescription contrôlée :

Article 3.2.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- * la voie d'accès et les pistes sont nettoyées très régulièrement (raclage, arrosage fixe...), les boues résultantes sont dirigées vers les fossés latéraux ;
- * les zones de roulage (voies de circulation, carreau de l'affouillement) sont humidifiées autant que nécessaire, notamment lors d'épisodes venteux ;
- * l'ensemble des voies de circulation à l'intérieur du site, ainsi que les aires de stationnement, sont traitées avec des moyens adaptés pour fixer au sol les poussières et éviter leur envol en toute circonstance ;
- * l'exploitant doit réaliser les travaux d'entretien nécessaires au maintien en état de ces pistes.

L'arrosage est réalisé par un moyen mobile dont la citerne a un volume au minimum de 5 000 litres, le nombre d'heures de fonctionnement de l'arroseuse est comptabilisé et consigné chaque mois dans le rapport prévu à l'article 9.3.3 du présent arrêté.

- * la vitesse des engins sur les pistes est adaptée pour limiter les émissions de poussières et doit en toutes circonstances rester conforme aux dispositions du dossier de prescription « véhicules sur pistes » ;
- * les engins, véhicules de transport et de manutention utilisés sont conformes à la réglementation en vigueur relative aux rejets atmosphériques. Ils utilisent du gasoil non-routier s'ils ne sont pas munis de filtres à particules. Toutes les dispositions sont prises pour limiter au maximum leurs émissions par l'organisation optimale du charroi sur le site ;
- * les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envol de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation ; pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- * pour les matériaux de granulométrie 0/D, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions sortant du site sont bâchés si nécessaire (s'ils sont équipés) ;
- * l'exploitant doit prévoir l'aspersion systématique des produits susceptibles de contenir des matériaux fins dans les bennes non recouvertes des camions sortant du site.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Constats :

L'inspection des installations classées constate pendant sa visite de terrain la présence:

- d'un système d'arrosage fixe sur certaines pistes (asperseur sur les côtés)
- d'une arroseuse mobile avec citerne de 2 000 l d'après l'exploitant, pour les pistes dépourvues de système fixe et pour le reste de l'installation
- de panneaux limitant la vitesse à 15km/h sur l'ensemble du site
- des voies d'accès publiques ou privées à la carrière propres et non poussiéreuses
- d'envol de poussières, lors de rafales de vent sur certaines parties de la carrière qui mériteraient

d'être raclées et arrosées. Chose que l'exploitant s'engage à faire dans les plus brefs délais.

L'exploitant indique à l'inspection que les camions sont systématiquement bâchés, peu importe la granulométrie du matériaux.

Le registre avec heure de fonctionnement de l'arroseuse n'a pas été présenté en inspection. L'exploitant a reconnu qu'il a oublié de tenir ce registre mais s'engage à le faire ultérieurement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'engage à nettoyer dans les plus brefs délais, les quelques pistes poussiéreuses constatées durant la visite et a arroser les pistes en temps nécessaire pour limiter l'envol des poussières.

L'exploitant doit tenir à jour un registre d'utilisation de l'arroseuse mobile conformément à son article 3.2.4 et 9.3.3.

Afin d'apporter la preuve de la mise en œuvre de ce registre, il le transmet à l'inspection, sous 3 mois à compter de la notification du rapport. Seuls les mois de juillet et août 2025, dans le cadre de l'utilisation de l'arroseuse, feront l'objet de cette transmission ponctuelle.

Néanmoins ce registre devra être renseigné conformément aux dispositions réglementaires encadrant cette installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois